



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 juillet 2017  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

### Communications, cas examinés, observations formulées et activités menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires\*

112<sup>e</sup> session (8-17 mai 2017)

#### I. Introduction

1. Le présent document rend compte des communications et cas examinés et des autres activités menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à sa 112<sup>e</sup> session, tenue à Genève.

#### II. Communications

2. Entre ses 111<sup>e</sup> et 112<sup>e</sup> sessions, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté 68 cas à l'attention des pays suivants : Bahreïn (2), Chine (1), Égypte (45), État de Palestine (1), Malaisie (1), Pakistan (12), République arabe syrienne (2), Soudan (1), Turkménistan (1), Turquie (1) et Venezuela (République bolivarienne du) (1).

3. À sa 112<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a décidé de porter 290 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention de 13 États. Il a élucidé 21 cas concernant les pays suivants : Argentine (1), Bahreïn (1), Bangladesh (1), Égypte (10), État de Palestine (1), Nigéria (1), République démocratique populaire lao (3), Soudan (2) et Turquie (1). De ces 21 cas, 14 ont été élucidés à la lumière d'informations fournies par les gouvernements et sept à la lumière d'informations émanant d'autres sources.

4. Entre ses 111<sup>e</sup> et 112<sup>e</sup> sessions, le Groupe de travail a envoyé 16 communications avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, à savoir : six appels urgents, à la Chine (2), aux Émirats arabes unis (1), à l'Iran (République islamique d') (1), à l'Italie (1) et à la République démocratique du Congo (1) ; deux lettres d'allégation, à l'Algérie (1) et à la Turquie (1) ; quatre lettres de demande d'intervention rapide, à l'Égypte (1), à El Salvador (1), au Sri Lanka (1) et à l'Uruguay (1) ; et quatre « autres lettres », à la Bolivie (État plurinational de) (1), à la Colombie (1), au Nigéria (1) et à l'Union européenne (1).

5. Entre ses 111<sup>e</sup> et 112<sup>e</sup> sessions, le Groupe de travail a aussi transmis une allégation générale au Mexique. À sa 112<sup>e</sup> session, il a examiné et fait siennes trois allégations générales, concernant le Kenya, le Mexique et le Myanmar.

---

\* Les annexes au présent document sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.



### **III. Activités diverses**

6. À sa 112<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a rencontré des proches de victimes de disparition forcée et des représentants d'organisations non gouvernementales qui s'occupent de la question des disparitions forcées. Il a également tenu des réunions officielles avec des représentants du Gouvernement japonais et du Gouvernement portugais.

7. Au cours de ses sessions, le Groupe de travail a examiné le rapport annuel, le rapport établi à la suite de sa visite en Albanie et le rapport sur les disparitions forcées dans le contexte des migrations, et a débattu de diverses activités et questions internes, parmi lesquelles ses futures visites.

### **IV. Informations concernant les cas de disparition forcée ou involontaire survenus dans les États concernés par les communications examinées par le Groupe de travail au cours de la session**

#### **Algérie**

##### **Lettre d'allégation conjointe**

8. Le 31 mars 2017, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant Rafik Belamrania, qui aurait été arrêté et placé en détention à titre de représailles pour avoir publié la décision du Comité des droits de l'homme relative à la disparition forcée de son père.

##### **Réponse à l'appel urgent conjoint**

9. Le 6 mars 2017, le Gouvernement algérien a répondu à l'appel urgent conjoint qui lui avait été adressé le 1<sup>er</sup> novembre 2016 concernant l'arrestation et la détention arbitraires auxquelles auraient été soumis des participants à un rassemblement pacifique de proches de personnes disparues. Il a soutenu que le rassemblement avait été dispersé par les services de sécurité, mais qu'aucun manifestant n'avait été arrêté ou placé en détention. Il a expliqué que la police était intervenue parce que les manifestants s'étaient réunis devant les locaux du Gouvernorat de la province de Constantine sans autorisation préalable, et qu'après avoir fait l'objet d'une enquête conduite dans le respect des procédures légales, les intéressés avaient été relâchés<sup>1</sup>.

##### **Observations**

10. Le Groupe de travail rappelle le paragraphe 3 de l'article 13 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, aux termes duquel des dispositions sont prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles. Il rappelle également que, dans sa résolution 7/12, le Conseil des droits de l'homme a vivement engagé les États à prendre des mesures pour protéger comme il se doit les témoins de disparitions forcées ou involontaires, les défenseurs des droits de l'homme qui luttent contre les disparitions forcées et les avocats et les familles des personnes disparues contre tout acte d'intimidation et tout mauvais traitement.

---

<sup>1</sup> Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=49045>.

## **Argentine**

### **Élucidation**

11. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé à l'issue du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/110/1, par. 14).

## **Bahreïn**

### **Procédure d'action urgente**

12. Le 4 mai 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement bahreïnien le cas de Mahmood Isa Saleh Helal, qui aurait été enlevé le 8 avril 2017 à l'entrée de l'hôpital Al-Hilal, à Mouharraq, par des agents des services de sécurité de l'État.

13. Le 22 mai 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement bahreïnien le cas de Fadhel Sayed Abbas Hasan Radhi, qui aurait été arrêté à son domicile, à Manama, par des agents de la police judiciaire.

### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

14. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de M. Helal comme élucidé. L'intéressé aurait été libéré, information qui a ensuite été confirmée par le Gouvernement.

### **Informations reçues de diverses sources**

15. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas.

## **Bangladesh**

### **Procédure ordinaire**

16. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des deux personnes suivantes :

a) Mohammad Akhter Hossain, qui aurait été arrêté le 3 mai 2016 à Birbiriapara, dans l'upazila de Pirgacha (district de Rangpur), par un groupe d'hommes en civil qui se sont présentés comme des agents des forces de l'ordre ;

b) S. M. Moajjem Hossain, qui aurait été enlevé le 26 janvier 2016 à Dacca, dans une maison du quartier résidentiel de Bashundhara, par des hommes armés en civil qui se sont présentés comme des agents des forces de l'ordre.

### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

17. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas d'Humam Quader Chowdhury comme élucidé. L'intéressé aurait été libéré.

### **Informations reçues de diverses sources**

18. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont pas toutefois pas suffi à élucider le cas.

**Informations reçues du Gouvernement**

19. Le 13 mars 2017, le Gouvernement britannique a fourni des informations concernant un cas en suspens relevant du Bangladesh. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

**Communiqué de presse**

20. Le 24 février 2017, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse dans lequel il engageait le Gouvernement bangladais à mettre un terme à la multiplication des cas de disparition forcée dans le pays<sup>2</sup>. Le Groupe de travail s'est dit préoccupé par l'augmentation du nombre de cas signalés, et notamment par le fait que plusieurs disparitions et exécutions extrajudiciaires, visant en particulier des opposants politiques, seraient imputables au bataillon d'action rapide de la police bangladaise.

**Bolivie (État plurinational de)****Autre lettre**

21. Le 16 février 2017, le Groupe de travail et quatre autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une « autre lettre » dans laquelle ils se félicitaient de la promulgation, par l'Assemblée législative de l'État plurinational de Bolivie, de la loi n° 879 portant création d'une commission de la vérité, chargée de faire la lumière sur les meurtres, les disparitions forcées, les actes de torture, les détentions arbitraires et les actes de violence sexuelle dont le pays a été le théâtre entre le 4 novembre 1964 et le 10 octobre 1982.

**Burundi****Procédure ordinaire**

22. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Jean-Pierre Ndayisaba, qui aurait été enlevé le 3 mai 2016 dans le quartier VII de Bujumbura (zone urbaine de Ngara) par un agent du service national de renseignement.

**Informations reçues de diverses sources**

23. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas.

**Observations**

24. Le Groupe de travail demeure préoccupé par la violence et l'instabilité régnant au Burundi, qui risquent de créer des conditions propices aux disparitions forcées (voir A/HRC/33/51, par. 85 et 86). Il rappelle que selon l'article 7 de la Déclaration, aucune circonstance quelle qu'elle soit ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées.

25. Le 27 mai 2009, le Groupe de travail a demandé à être invité à se rendre dans le pays, demande qu'il a fait suivre de plusieurs rappels. Il regrette à la fois le ton et la teneur de la réponse négative reçue le 27 mars 2017.

**Chine****Procédure d'action urgente**

26. Le 27 avril 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de MingChe Li, qui aurait été arrêté par les autorités chinoises après qu'il est arrivé de Macao (Chine) au port de Gongbei le 19 mars 2017.

---

<sup>2</sup> Voir <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21220&LangID=F#sthashC1elu2wa.dpuf>.

### **Informations reçues du Gouvernement**

27. Le 20 mars 2016, le Gouvernement a fourni des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

### **Appels urgents conjoints**

28. Le 22 mars 2017, le Groupe de travail et deux autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant l'arrestation arbitraire, la disparition de courte durée, la détention au secret prolongée et les actes de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants auxquels auraient été soumis quatre défenseurs des droits de l'homme et avocats, en particulier lors de leur « assignation à résidence dans un lieu désigné ». Les quatre victimes présumées sont Xie Yang, Li Heping, Wang Quanzhang et Jiang Tianyong. Des inquiétudes ont également été exprimées quant au fait que les accusations portées contre les intéressés pourraient être liées à leurs activités de défense des droits de l'homme.

29. Le 13 avril 2017, le Groupe de travail et trois autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant 31 personnes originaires de la République populaire démocratique de Corée détenues par les autorités chinoises dans différentes prisons du pays et qui étaient sur le point d'être rapatriées de force. Le renvoi en République populaire démocratique de Corée exposerait ces personnes à de graves violations des droits de l'homme, notamment l'emprisonnement et le travail forcé, voire la disparition forcée, et la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en violation du principe du non-refoulement.

## **Colombie**

### **Informations reçues du Gouvernement**

30. Le 13 février 2017, le Gouvernement colombien a fourni des informations concernant trois cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### **Autre lettre**

31. Le 8 mars 2017, le Groupe de travail et un autre mécanisme relevant des procédures spéciales ont adressé à la Colombie une « autre lettre » conjointe concernant le débat législatif sur la constitution d'un service de recherche des personnes disparues au sein du Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition qu'il a été convenu de créer dans le cadre du processus de paix.

## **République populaire démocratique de Corée**

### **Procédure ordinaire**

32. Le Groupe de travail a porté 23 cas à l'attention du Gouvernement. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe II.

33. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement du Japon ont reçu copie des dossiers concernant leurs ressortissants.

### **Informations reçues du Gouvernement**

34. Le 21 octobre 2016, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a fourni des informations concernant 34 cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

**Observations**

35. Le Groupe de travail demeure préoccupé par le fait qu'au lieu de coopérer avec lui pour élucider les très graves allégations selon lesquelles la disparition forcée serait pratiquée de manière systématique dans le pays, le Gouvernement l'accuse de faire preuve de partialité et d'être mêlé à un « complot politique » contre la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe de travail réaffirme fermement qu'il mène ses activités en toute objectivité, indépendance et impartialité.

**République démocratique du Congo****Appel urgent conjoint**

36. Le 5 mai 2017, le Groupe de travail et deux autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant les violations graves des droits de l'homme qui auraient été commises par des soldats des forces armées de la République démocratique du Congo et d'autres acteurs de l'État, ainsi que par des membres de la milice Kamuina Nsapu, y compris à l'égard d'enfants. Ces violations, parmi lesquelles l'usage excessif de la force, des exécutions sommaires ou extrajudiciaires, des enlèvements, des disparitions forcées et l'inhumation de victimes dans des charniers et d'autres lieux inconnus, auraient été commises dans la région du Kasai entre janvier et mars 2017.

**Observations**

37. Le Groupe de travail demeure préoccupé par la situation dans la région du Kasai. Selon les informations disponibles en juillet 2017, 52 charniers auraient été découverts. Le Groupe de travail engage vivement le Gouvernement à mener une véritable enquête sur ces faits et à faire rapidement identifier et exhumer les corps trouvés dans les charniers. En outre, il prie instamment le Gouvernement de s'acquitter des obligations mises à sa charge par la résolution 35/33 du Conseil des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la coopération avec le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme.

**Égypte****Procédure d'action urgente**

38. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté 45 cas à l'attention du Gouvernement. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe I.

**Procédure ordinaire**

39. Le Groupe de travail a porté 19 cas à l'attention du Gouvernement suivant sa procédure ordinaire. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe II.

**Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

40. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas d'Ahmed Shawky Abdelsattar Mohamed Amasha comme élucidé. L'intéressé serait détenu à la prison de Tora.

**Informations reçues de diverses sources**

41. Une source a fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas en question.

**Informations reçues du Gouvernement**

42. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a fourni des informations concernant 17 cas en suspens. À la lumière de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à ces cas.

## **Élucidation**

43. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer neuf cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/110/1, par. 41).

## **Lettre de demande d'intervention rapide**

44. Le 3 mai 2017, le Groupe de travail et trois autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant Ahmed Shawky Abdelsattar Mohamed Amasha, qui aurait été enlevé, détenu, torturé et soumis à des mauvais traitements en représailles à ses activités de défense des droits de l'homme, dans le cadre desquelles il recensait les cas de disparition forcée pour les mécanismes des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

## **Observations**

45. Le Groupe de travail rappelle les paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 13 de la Déclaration, qui prévoient que les États doivent assurer à toute personne disposant d'informations ou pouvant invoquer un intérêt légitime qui allègue qu'une personne a été victime d'une disparition forcée le droit de dénoncer les faits devant une autorité de l'État compétente et indépendante, laquelle procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie ; que tous ceux qui participent à l'enquête, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, doivent être protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles ; et que des dispositions doivent être prises pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles et toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou pendant la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés.

## **El Salvador**

### **Lettre de demande d'intervention rapide**

46. Le 16 mars 2017, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les agressions et le harcèlement dont aurait fait l'objet une militante des droits de l'homme en El Salvador.

## **Gambie**

### **Informations reçues de diverses sources**

47. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas.

## **Grèce**

### **Informations reçues du Gouvernement**

48. Le 29 mars 2017, le Gouvernement grec a fourni des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

## **Guyana**

### **Informations reçues de diverses sources**

49. Une source a fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas en question.

## Iran (République islamique d')

### Procédure ordinaire

50. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Robert Alan Levinson, qui aurait été enlevé dans le hall d'entrée d'un hôtel de l'île de Kish (République islamique d'Iran) par des agents de sécurité iraniens en civil.

51. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie du dossier au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

### Informations reçues du Gouvernement

52. Le 9 février 2017, le Gouvernement de la République arabe syrienne a fourni des informations concernant un cas en suspens relevant de la République islamique d'Iran. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

53. Le 10 février 2017, le Gouvernement iranien a fourni des informations sur un cas en suspens. À la lumière de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois.

54. Le 5 mai 2017, le Gouvernement iranien a fourni des informations sur deux cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### Appel urgent conjoint

55. Le 5 avril 2017, le Groupe de travail et quatre autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis un appel urgent concernant l'arrestation de Ehsan Mazandarani, journaliste réformiste ; Hengameh Shahidi, membre de haut niveau du parti d'opposition réformiste Etemad-e Melli (Foi en la nation) ; Tahereh Riahi, éditrice chargée des affaires sociales à l'agence de presse Borna, financée par l'État ; Zeinab Karimian, réalisatrice de l'émission télévisée *Salam Khorshid* (diffusée sous le contrôle de l'État) et ancienne journaliste à l'agence de presse officielle Islamic Republic News Agency ; Mehrnaz Haghighi, médecin et militante sociale ; un écologiste arabe de souche âgé de 17 ans ; Morad Saghafi, directeur du magazine *Goftego* et chercheur réformiste ; Saleh Deldam, cinéaste et réalisateur ; Ali Heydarvalizadeh, administrateur du Majma Eslahtalaban (forum réformiste) ; et Ali Ahmadnia, administrateur d'Eslahtat News (chaîne d'information réformiste). On ne saurait pas où se trouvent M<sup>me</sup> Haghighi, M. Heydarvalizadeh et M. Ahmadnia, ni ce qu'il est advenu d'eux.

## Italie

### Appel urgent conjoint

56. Le 2 février 2017, le Groupe de travail et quatre autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis un appel urgent concernant le renvoi des migrants envisagé dans le cadre du partenariat en cours de négociation entre le Gouvernement italien et le Gouvernement libyen, renvoi qui serait contraire au principe du non-refoulement.

### Réponse à un appel urgent conjoint

57. Le 21 février 2017, le Gouvernement italien a répondu à l'appel urgent conjoint qui lui avait été adressé le 2 février 2017. Sa réponse contenait des informations concernant le memorandum d'accord sur la coopération en matière de développement, de prévention de l'immigration illégale, de traite et de trafic des êtres humains et de renforcement de la sécurité aux frontières entre la Libye et l'Italie signé à Rome le 2 février 2017<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=49139>.



## **Kenya**

### **Communiqué de presse**

58. Le 17 février 2017, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse dans lequel il engageait les Gouvernements du Kenya et du Soudan du Sud à faire la lumière sur le sort de deux réfugiés sud-soudanais enlevés au Kenya en janvier 2017. Il a demandé aux autorités kényanes et sud-soudanaises de garantir la sécurité de ces deux personnes et d'accorder une protection aux témoins qui pourraient aider à les retrouver.

### **Allégation générale**

59. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables selon lesquelles des obstacles entraveraient l'application de la Déclaration au Kenya. Ces informations sont reproduites à l'annexe III.

## **République démocratique populaire lao**

### **Élucidation**

60. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer trois cas comme élucidés après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/110/1, par. 64).

## **Libye**

### **Procédure ordinaire**

61. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 10 personnes suivantes :

a) Suliaman Abul` Hafid, Nasser Abu Baker, Jum'a Younis, Hamad Abu Thahawi, Abdul-Allah Al Mabrouk, Abdul-Jalil al-Surimi, Abdul-Naser al-Sh'ar and Yousef al-Sa'di, qui auraient disparu le 29 juin 1996 lors du massacre qui aurait eu lieu à la prison d'Abu Salim, à Tripoli ;

b) Ali Suleiman Masood Abdel Saye, qui aurait été enlevé le 17 août 2016 près de la station-service d'Al-Gargarni, à Aïn Zara, par des membres de la 8<sup>e</sup> division de la sécurité, rattachée au Ministère de l'intérieur du Gouvernement d'entente nationale ;

c) Issa Adel Issa Kaal, qui aurait été vu pour la dernière fois le 11 mai 2016 au quartier général des forces spéciales, rattachées au Gouvernement d'entente nationale.

### **Informations reçues du Gouvernement**

62. Le 9 février 2017, le Gouvernement soudanais a fourni des informations concernant un cas en suspens relevant de la Libye. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

## **Malaisie**

63. Le 17 mai 2017, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement malaisien le cas de Raymond Keng Joo Koh, qui aurait été enlevé le 13 février 2017 à Petaling Jaya, dans l'État de Selangor (Malaisie), par des personnes qui relèveraient d'un organe de l'État.

## **Mexique**

### **Procédure ordinaire**

64. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement mexicain le cas de Jonathan Alejandro Charles Velázquez, qui aurait été arrêté le 5 octobre 2016 dans la municipalité de San Pedro Garza Garcia, dans l'État de Nuevo León, avant d'être emmené dans un lieu inconnu par des agents de police.

### **Informations reçues de diverses sources**

65. Trois sources ont fourni des informations actualisées sur trois cas en suspens, mais ces informations n'ont pas suffi pour élucider les cas en question.

### **Informations reçues du Gouvernement**

66. Le 17 février 2017, le Gouvernement mexicain a fourni des informations sur un cas en suspens. Les informations fournies n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

### **Allégations générales**

67. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables selon lesquelles des obstacles entraveraient l'application de la Déclaration au Mexique. Le 10 avril 2017, une allégation générale a été transmise au Mexique, selon laquelle les victimes de disparition forcée rencontrent des difficultés pour obtenir réparation et se voir accorder une aide sociale. Le 9 juin 2017, une autre allégation générale a été transmise au Mexique, selon laquelle les membres de la famille des victimes de disparition forcée font face à des obstacles lorsqu'il s'agit de retrouver leurs proches. Ces deux allégations générales sont reproduites à l'annexe III.

## **Maroc**

### **Procédure ordinaire**

68. Le Groupe de travail a porté 30 cas à l'attention du Gouvernement. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe II.

69. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie de quatre de ces dossiers au Gouvernement espagnol.

## **Mozambique**

### **Informations reçues de diverses sources**

70. Une source a fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas.

### **Informations reçues du Gouvernement**

71. Le 17 mai 2017, le Gouvernement portugais a fourni des informations sur un cas en suspens relevant du Mozambique. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

## **Myanmar**

### **Allégation générale**

72. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables selon lesquelles des obstacles entraveraient l'application de la Déclaration au Myanmar. Ces informations sont reproduites à l'annexe III.

## Observations

73. Le Groupe de travail est préoccupé par les informations concordantes et fiables selon lesquelles l'État de Rakhine aurait été le théâtre de violations graves et systématiques des droits de l'homme, notamment de disparitions forcées. Il souligne qu'aux termes de l'article 2 de la Déclaration, aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées, et aux termes de l'article 7, aucune circonstance quelle qu'elle soit ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées.

## Nigéria

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

74. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Sunday Chucks Obasi comme élucidé. L'intéressé aurait été libéré.

### Autre lettre

75. Le 27 avril 2017, le Groupe de travail et six autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une « autre lettre », concernant le livre blanc consacré au rapport que la commission d'enquête judiciaire a publié le 5 décembre 2016 sur les affrontements survenus entre le 12 et le 14 décembre à Zaria (État de Kaduna) entre le Mouvement islamique du Nigéria et l'armée nigériane.

## Pakistan

### Procédure d'action urgente

76. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 12 personnes suivantes :

- a) Imran Pasha Abdul Majeed Pasha, qui aurait été enlevé le 13 janvier 2017 dans une mosquée de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) en civil ;
- b) Sheikh Jamal Abdul Ghafoor, qui aurait été enlevé le 17 janvier 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) en uniforme et des personnes en civil ;
- c) Nafees Ahmed Siddiqui Zaheer Ahmed Siddiqui, qui aurait été enlevé le 18 janvier 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) en uniforme et des personnes en civil ;
- d) Mohammad Ijaz Aslam Deen, qui aurait été enlevé le 17 janvier 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) en uniforme et des personnes en civil ;
- e) Fazl-e-Rabi Fazl-e-Rabi, qui aurait été arrêté le 7 février 2017 par des militaires, des gardes frontière et des agents de la police locale lors d'une descente à son domicile ;
- f) Hafeezullah Hafeezullah, qui aurait été arrêté le 13 décembre 2016 dans le camp de transit de Sidgai (province de Khyber Pakhtunkhwa) par des soldats de la 21<sup>e</sup> division de l'armée de Sind ;
- g) Kashif Kashif, qui aurait été enlevé le 2 février 2017 sur un marché de Tehsil Jamrud par des hommes en uniforme de garde frontière ;
- h) Khamadan Khan, qui aurait disparu le 16 décembre 2016 après avoir quitté son domicile pour se rendre au bureau du renseignement militaire de Ghallani, où il avait été convoqué ;

i) Tofique Abro, qui aurait été enlevé le 25 avril 2017 sur la route de contournement de Dadu (Sind) par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des policiers en civil ;

j) Muhammad Farooq Muhammad Ashraf, qui aurait été enlevé le 8 mai 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des policiers en uniforme ;

k) Syed Shiraz Ali Syed Zahid Ali Hashmi, qui aurait été enlevé le 9 mai 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des policiers en uniforme ;

l) Sajid Ali Mohammad Ali, qui aurait été enlevé le 14 mai 2017 à son domicile de Karachi par des membres des forces paramilitaires (rangers) et des policiers en uniforme.

### **Procédure ordinaire**

77. Le Groupe de travail a porté 40 cas à l'attention du Gouvernement. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe II.

78. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement du Qatar a reçu une copie du cas concernant un ressortissant du Qatar.

### **Informations reçues de diverses sources**

79. Une source a fourni des informations actualisées concernant deux cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi pour élucider les cas en question.

### **Informations reçues du Gouvernement**

80. Le 17 février 2017, le Gouvernement a fourni des informations concernant 133 cas en suspens. À la lumière de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à 109 cas. Les informations apportées au sujet des 24 autres cas n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ceux-ci.

## **Pérou**

### **Informations reçues du Gouvernement**

81. Le 11 avril 2017, le Gouvernement a fourni des informations concernant trois cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

## **Fédération de Russie**

### **Procédure ordinaire**

82. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement russe les cas des 106 personnes suivantes, qui auraient été enlevées en Tchétchénie par des membres des forces militaires russes (la date de leur disparition présumée est indiquée entre parenthèses) :

- Abdul Demelkhanov (28 mars 2004)
- Abdul Yusupov (22 janvier 2003)
- Abdullakh Zanziev (5 octobre 2000)
- Abdolvakhid Bukhadiev (31 mars 1995)
- Adam Djamullaev (4 février 1995)
- Ali Shaipov (21 août 2003)
- Ali Shakhmirzaev (24 avril 2000)

- Alikhan Magiev (5 avril 2003)
- Alikhan Sapiev (26 décembre 2002)
- Amja Ymarova (15 juillet 2003)
- Andarbek Nazirov (5 janvier 1995)
- Anvar Shaipov (13 septembre 2000)
- Anzor Novryzov (8 décembre 2004)
- Anzor Yakhyaev (17 mars 2003)
- Artur Bersunkaev (13 juin 2001)
- Aset Yakhtyaeva (7 novembre 2001)
- Askhab Galaydinov (17 janvier 2003)
- Aslambek Bimurzaev (31 mars 1995)
- Aslambek Ilyasov (6 novembre 2002)
- Aslan Idrisov (5 avril 2003)
- Aslanbek Astamirov (5 août 2002)
- Ayub Elmyrzaev (29 juillet 2002)
- Ayub Ezerbiev (1<sup>er</sup> novembre 2002)
- Badrudin Abazov (22 février 2003)
- Bai-Ali Bagiev (17 octobre 2000)
- Bakar Khytiev (27 octobre 2004)
- Bamat-Giri Chadaev (12 avril 2006)
- Beckhan Borgaev (14 janvier 2001)
- Beslan Baisultanov (7 mai 2000)
- Bislan Shabazgireev (1<sup>er</sup> novembre 2002)
- Damkhad Mysaev (30 novembre 2002)
- Emil Viskhanov (18 septembre 2000)
- Gairbek Shovkhalov (19 avril 2001)
- German Abyev (16 juin 2002)
- Goisum Tashykhadjiev (19 juin 2003)
- Ibragim Betaev (26 avril 2003)
- Ibragim Eljurkaev (2 avril 2003)
- Ibragim Yryskhanov (12 avril 2002)
- Idris Ylybaev (9 février 2003)
- Iliyas Yakhyaev (29 mars 2003)
- Imran Khamadov (28 janvier 2000)
- Isa Bechyrykaev (18 mai 2000)
- Islam Gelgoev (31 décembre 1994)
- Islam Murtazaliev (25 novembre 2002)
- Ismail Eljurkaev (2 avril 2003)
- Jandar Amaev (24 novembre 2002)
- Kazbek Vakhaev (1<sup>er</sup> août 2000)

- Khamzat Alimkhanov (25 janvier 2001)
- Khasan Khakimov (22 mars 2002)
- Larisa Makueva (1<sup>er</sup> février 2000)
- Lechi Betaev (26 avril 2003)
- Lema Shavanov (18 février 2001)
- Magomed Asykhonov (10 juin 2002)
- Magomed Edilov (9 décembre 2001)
- Magomed Khambulatov (10 janvier 2003)
- Magomed Ymarov (29 mai 2005)
- Mair-Ali Shavanov (18 février 2001)
- Makhmyt Inkhadjiev (24 janvier 2002)
- Mikail Khachykaev (26 juin 2002)
- Milana Betilgirieva (7 novembre 2001)
- Mohamed Khasiev (29 juillet 2002)
- Movladi Dayev (29 mai 2002)
- Muslim Abzailov (6 juillet 2003)
- Mykhmad Varaev (28 décembre 2004)
- Mysa Bamatgiriev (15 mars 2005)
- Mysa Elmurzaev (27 janvier 2003)
- Myslim Bachaev (11 janvier 2000)
- Ramzan Bibaligov (28 décembre 1999)
- Ramzan Shakhgiriev (10 avril 2003)
- Rizvan Elsaev (22 janvier 1995)
- Ruslan Adamov (16 juillet 2001)
- Ruslan Bekaev (31 décembre 2001)
- Ruslan Edilsultanov (13 avril 2003)
- Ruslan Mysaev (17 septembre 2000)
- Ruslanbek Vakhaev (5 octobre 2001)
- Rustam Shakhgareev (16 juillet 2003)
- Said Alyev (9 juin 2002)
- Said-Khysein Baitykaev (8 janvier 2001)
- Said-Mykhmad Vakhaev (1<sup>er</sup> juin 2001)
- Said-Selim Benyev (24 novembre 2002)
- Saikhan Vazaev (8 octobre 2002)
- Saipydin Dagiev (2 août 1995)
- Salakh Yakhyayev (17 mars 2003)
- Salam Shalaev (9 octobre 2001)
- Shami Ismailov (3 janvier 1995)
- Shamsa Magomadov (9 janvier 1995)
- Sherip Ismailov (3 janvier 1995)

- Sultan Bataev (23 décembre 2004)
- Sultan Chakalaev (6 janvier 2003)
- Sultan Chalaev (17 janvier 2000)
- Sylambek Ysamov (3 mai 2003)
- Syliman Elmurzaev (2 avril 2005)
- Syliman Shaikhaev (17 septembre 2002)
- Sypian Adamov (16 juillet 2001)
- Timerlan Cholaev (12 octobre 2001)
- Timur Beksultanov (2 octobre 2004)
- Timur Shakhmyradov (5 mai 2005)
- Timur Shamyraev (22 janvier 2002)
- Turpal-Ali Yandaev (19 juin 2003)
- Vait Askhabov (12 mars 2001)
- Visit Abdulkadurov (26 avril 2002)
- Visit Baigeriev (24 octobre 2002)
- Ymar Abyev (15 mars 1995)
- Zavr Belalov (9 mai 2002)
- Zelimkhan Khamastkhanov (5 décembre 2012)
- Ziyavdi Ysmanov (28 janvier 2003)

## Espagne

### Informations reçues de diverses sources

83. Des sources ont fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas.

## Sri Lanka

### Procédure ordinaire

84. Le Groupe de travail a porté 36 cas à l'attention du Gouvernement. Un récapitulatif de ces cas figure à l'annexe II.

### Lettre de demande d'intervention rapide

85. Le 23 mars 2017, le Groupe de travail et deux autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les actes d'intimidation et les représailles dont auraient été victimes des membres d'une organisation non gouvernementale.

## Soudan

### Procédure d'action urgente

86. Le 16 mars 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement soudanais le cas d'Hafiz Eldouma Abdelgadir Idriss, qui aurait été vu pour la dernière fois à la prison fédérale de Kober, dans le nord de Khartoum, à la fin de janvier 2017. Ce cas a ultérieurement été élucidé (voir par. 87).

### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

87. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé les cas des deux personnes suivantes :

- a) Ibrahim Adam Mudawi, qui serait détenu à la prison de Kober, dans le nord de Khartoum ;
- b) M. Idriss, qui serait détenu à la prison d'État de Khartoum.

## **République arabe syrienne**

### **Procédure d'action urgente**

88. Le 8 février 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas d'Abdulhadi Kamel, qui aurait été vu pour la dernière fois le 16 décembre 2016 à un point de contrôle situé dans l'ouest d'Alep, près du quartier de Ramousé, contrôlé par les forces gouvernementales syriennes.

89. Le 28 avril 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Mazen Albeek, qui aurait été vu pour la dernière fois le 20 février 2017 à la prison de Sednaya.

### **Procédure ordinaire**

90. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 11 personnes suivantes :

- a) Khalid Zain, qui aurait été arrêté par des militaires le 9 juillet 2011 dans une boutique de la rue Karam al-Jouz (quartier de Soukkari), à Alep ;
- b) Hani Alalosh, qui aurait été arrêté le 28 juin 2013 à Lattaquié par des agents de la sûreté de l'État ;
- c) Mazen Ali Hamoush, qui aurait été arrêté le 9 juin 2013 au poste de police d'Al-Jemaliyeh, à Alep, par des individus armés ;
- d) Abdallah Zain, qui aurait été arrêté le 16 août 2012 à Damas par des membres du Comité populaire, milice qui aurait rejoint la force de défense nationale de l'armée syrienne ;
- e) Fadhil Othman, qui aurait été arrêté le 21 octobre 2012 près du point de contrôle de Dhabanah, sur la route de Tell Hmis, par des membres armés de la force de sécurité militaire ;
- f) Anas al-Husseini, qui aurait été arrêté le 13 décembre 2012 à Damas par des agents de la 40<sup>e</sup> section des forces de sécurité de l'État, également appelée « section antiterroriste » ;
- g) Mohammad Zain, qui aurait été arrêté le 16 août 2012 au siège de la société de télécommunication mobile MTN, situé à Alep, dans le quartier d'Al-Jamila, par des membres du Comité populaire ;
- h) Abdel Hakim Bakkar, qui aurait été arrêté le 26 novembre 2011 chez lui, à Boueïda el-Charqiyé (Homs), par des membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes ;
- i) Khaled Taha, qui aurait été arrêté le 11 octobre 2012 sur son lieu de travail, à l'aéroport international de Damas, par des membres armés des forces de sécurité aériennes ;
- j) Mansour Mansour, qui aurait été arrêté le 28 juillet 2012 à Damas par des membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes ;
- k) Mostoo Ali, qui aurait été arrêté le 8 avril 2012 au point de contrôle de Chaghour, à Edleb, par des membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes.



### **Informations reçues de diverses sources**

91. Des sources ont fourni des informations concernant deux cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider les cas en question.

### **Informations reçues du Gouvernement**

92. Le 9 février 2017, le Gouvernement a fourni des informations concernant neuf cas en suspens. À la lumière de ces informations le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à l'un de ces cas. Les informations fournies concernant les huit autres cas n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ceux-ci.

## **Tunisie**

### **Procédure ordinaire**

93. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des 10 personnes suivantes : Skender Djallel, Amar Djefafli, Amar Djallel, Amar Benbekai, Belabed Merouan, Kasmi Amar, Bouasla Rabah, Redouane Jeddar, Saadoun Ahmed et Boumenjel Zakaria. Ces 10 personnes auraient disparu le 17 avril 2007 dans les eaux territoriales tunisiennes alors qu'elles tentaient de se rendre en Italie.

94. Conformément à ses méthodes de travail, le 9 juin 2017, le Groupe de travail a fait parvenir une copie des dossiers aux Gouvernements algérien et italien, ainsi qu'à l'Agence européenne de gardes frontière et de gardes-côtes (Frontex), étant donné qu'à la période des faits présumés, des mesures avaient été prises conjointement par Frontex et les autorités algériennes, italiennes et tunisiennes.

## **Turquie**

### **Procédure d'action urgente**

95. Le 24 avril 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement turc le cas de Turgut Capan, qui aurait été vu pour la dernière fois le 31 mars 2017 à l'arrêt de bus Sentepe/Yenimahalle et qui serait détenu par les autorités turques.

### **Informations reçues du Gouvernement**

96. Le 1<sup>er</sup> avril 2017, le Gouvernement turc a fourni des informations sur 15 cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### **Élucidation**

97. À la lumière d'informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé à l'issue du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/110/1, par. 126).

### **Appel urgent conjoint**

98. Le 10 avril 2017, le Groupe de travail et huit autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis un appel urgent concernant les opérations de sécurité menées dans les districts d'Omerli, de Nusaybin et d'Artuklu (province de Mardin), dans le sud-est de la Turquie, dans le cadre desquelles des habitations auraient été perquisitionnées et détruites et des personnes auraient été surveillées ; privées d'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux services d'assainissement et de santé ; victimes d'arrestation et de détention arbitraires, d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, et de disparition forcée ; et assassinées.

## **Turkménistan**

### **Procédure d'action urgente**

99. Le 27 avril 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement turkmène le cas d'Annamurad Atdaev, qui aurait disparu fin janvier 2017 de la colonie pénitentiaire de Tedzhen, dans la province d'Ahal (Turkménistan).

### **Informations reçues de diverses sources**

100. Des sources ont fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas en question.

## **Émirats arabes unis**

### **Appel urgent conjoint**

101. Le 27 mars 2017, le Groupe de travail et six autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis un appel urgent concernant l'arrestation et la détention secrète d'Ahmed Mansour, blogueur et défenseur des droits de l'homme connu aux Émirats arabes unis, et le risque que celui-ci soit victime de disparition forcée.

### **Communiqué de presse**

102. Le 28 mars 2017, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse dans lequel il demandait au Gouvernement des Émirats arabes unis de libérer immédiatement M. Mansour, arrêté le 20 mars 2017. Il a instamment prié les autorités de révéler immédiatement où se trouvait M. Mansour, insistant sur le fait que la détention secrète constituait une forme de disparition forcée.

### **Réponse à l'appel urgent conjoint**

103. Le 25 avril 2017, le Gouvernement des Émirats arabes unis a répondu à l'appel urgent du 27 mars 2017. Il a notamment fourni des informations sur la cybercriminalité communiquées par le ministère public. D'après les renseignements reçus, M. Mansour a été arrêté le 20 mars 2017 pour avoir diffusé sur Internet des informations mensongères visant à propager la haine et le sectarisme ; il a été informé des chefs retenus contre lui et placé en détention provisoire à la prison centrale d'Abou Dhabi ; et il a pu désigner un avocat et recevoir la visite de sa famille, conformément aux procédures applicables dans les lieux de détention.

### **Observations**

104. Le Groupe de travail rappelle les paragraphes 3 et 5 de l'article 13 de la Déclaration, qui prévoient que des dispositions doivent être prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles, ainsi que pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles ainsi que toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou pendant la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés.

## **Uruguay**

### **Lettre de demande d'intervention rapide**

105. Le 8 mai 2017, le Groupe de travail et cinq autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les menaces qui viseraient Louis Joinet et Pablo Chargoña, ainsi que 11 autres défenseurs des droits de l'homme luttant contre l'impunité en Uruguay.

## Ouzbékistan

### Informations reçues du Gouvernement

106. Le 17 mars 2017, le Gouvernement a fourni des informations concernant sept cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

## Venezuela (République bolivarienne du)

### Procédure d'action urgente

107. Le 28 avril 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement vénézuélien le cas d'Ángel Omar Vivas Perdomo, qui aurait été arrêté chez lui le 7 avril 2017 par un groupe de type commando du service national de renseignement.

### Informations reçues de diverses sources

108. Des sources ont fourni des informations sur deux cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas suffi à élucider le cas en question.

### Informations reçues du Gouvernement

109. Le 11 avril 2017, le Gouvernement vénézuélien a fourni des informations concernant 14 cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

## État de Palestine

### Procédure d'action urgente

110. Le 16 février 2017, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement palestinien le cas d'Imad Abou Rizk, qui aurait été enlevé le 12 février 2017 à l'hôpital de Jéricho par des membres des services du renseignement militaire palestiniens. Ce cas a ultérieurement été élucidé (voir par. 111).

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

111. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de M. Rizk comme élucidé. L'intéressé aurait été libéré.

## Annexes

[Anglais seulement]

### Annexe I

#### Urgent actions

##### Egypt

The Working Group, following its urgent action procedure, transmitted 45 cases to the Government concerning:

- (a) Abdelkarim Omar Talat Mahmoud, allegedly abducted on 11 January 2017, from a hospital in El Mohandeseen district, by the Egyptian police officers;
- (b) Abdulrahman Mohamed Ibrahim Al Bih, allegedly arrested on 15 November 2016 in the shopping area of Nasr city, Cairo, by State Security agents;
- (c) Ahmed Sameh Mohamed Ahmed Mansour, allegedly arrested on 17 December 2016 close to the University of Cairo, on Al Mokhaym Al Daem road, Nasr City, by National Security agents;
- (d) Mohamad Jomaa Youssef Abdullah Zahra, allegedly abducted on 26 December 2016 from his home in Mahdeyah, Markaz Hehya, Ash Sharqia Governorate, by State Security officers,
- (e) Ahmed Fawzy Ahmed Hafez Marzouq, allegedly arrested on 2 January 2017 at his home in Al Sabayah Village, Al Brolos Station, As Sahel Al Qebli, Governorate of Kafr El Sheikh, by policemen in uniforms and several men in civilian clothing;
- (f) Zaïd Mohamed Ahmed Ahmed Al Bana, allegedly arrested on 11 January 2017 in front of Al Borg High school on Al Borg Way, Al Burj Al Burlos, Kafr El Sheikh Governorate, by National Security forces and Police agents;
- (g) Ahmed Seif Al Islam Mostafa Mostafa Kamoun, allegedly arrested on 12 January 2017 in front of the Higher Institute for Engineering and Technology, by a group of State Security agents in plainclothes;
- (h) Ahmed Mohamed Ahmed Attia, allegedly abducted on 27 December 2016 from his home in Al Bakhama District, Sobeeh Village, Zakazik, Sharqia Governorate, Egypt, by police officers;
- (i) Yousri Kamal Mohamed Abdallah, allegedly arrested on 22 December 2016 at his home at 30A Ahmed Esmat Street, Ain Shams Sharkeya, Cairo Governorate, by security agents in plainclothes and police forces in uniforms.
- (j) Mostafa Morsi Khafagi, allegedly arrested on 17 December 2016 in front of the faculty Union at Saray Gharbiya by individuals believed to be State security agents, in civilian clothes;
- (k) Ibrahim Rajab Ibrahim Arafat, allegedly arrested on 21 December 2016 at a checkpoint in Kafr Abu Hussien, Zagazig, Sharqia by police security agents;
- (l) Mohamed Fawzy Abo Al Gheet Al Tahan, allegedly arrested 30 December 2016 in Baltym by six individuals wearing civilian clothes, who presented themselves as investigators;
- (m) Nasser Mohamed Zaki Mohamed, allegedly arrested on 7 February 2017 at Nile Corniche Street, in Cairo, by police and national security forces in civilian clothes;

- (n) Mohamed Ali Brahem Mahmoud, allegedly arrested on 14 February 2017 at his house in Al Azhar hospital street, Cairo, by police and national security forces in civilian clothes;
- (o) Mahmoud Ahmed Abdul Mawla Shaoot, allegedly abducted on 7 February 2017 from a shop in Rasheed City by police officers from Rasheed Police Station;
- (p) Ahmed Shawky Abdelsattar Mohamed Amasha, allegedly abducted on 10 March 2017 at a police checkpoint of Nasr City, neighbourhood of Cairo, by police officers.;
- (q) Omar Mohamed Abd-Alwahed, allegedly arrested on 26 December 2016 at the student residence where he was living in 10th Ramadan city, by police officers and national security forces;
- (r) Al-Said Mohamed Mohamed Ibrahim Dosoki allegedly arrested on 30 December 2016 at his home in Sobeesh village by police officers and national security officials;
- (s) Belal Mohamed Morsy Mehanna allegedly abducted on 6 January 2017 from his home by police officers and national security officials;
- (t) Ali Ragabahmed Mohamed Saleh, allegedly abducted on 23 February 2017 from his residence by police officers and national security officials;
- (u) Ezzat Alsaid Abd-Alfattah Abo Golwa, allegedly abducted on 23 February 2017 from his family residence in Alshohadaa Centre, Al-Monfeya Governorate, by officers of the national security forces and the special police;
- (v) Magdy Abd-Alhalim Mohamed Zaid, allegedly abducted on 28 February 2017 from his workplace by police officers and national security officials;
- (w) Mohamed Mohamed Al Morsy Al Sayad, allegedly abducted on 13 March 2017 from his house by Police and National Security agents;
- (x) Ahmed Abdelazeem Mohamed, allegedly abducted on 15 February 2017 on the road to Cairo by security agents;
- (y) Adel Asobky, allegedly abducted on 25 February 2017 from the police security office of Garbia, by police officers in plainclothes;
- (z) Asadat Abderahim Abdessalam Karim Edine, allegedly abducted on 25 February 2017 in the new city of Damietta by security agents in plainclothes;
- (aa) Ragab Mohamed Aly Mohamed El gidaway, allegedly abducted on 13 March 2017 in Cairo by police and National security forces;
- (bb) Sahl Abdul Basir Mohammed Tarab, allegedly abducted on 28 February 2017 from his residence in Kafr Al Marazqah, Qallin, Kafr El Sheikh Governorate by police and national security forces;
- (cc) Walid Kamal Muhammad Hassanin Al-Bahnacy, allegedly abducted on 1 March 2017 from his home in Arab-El-Raml by Police and National Security officers from the Quwaisena Centre, State of Munufiyyah;
- (dd) Yusuf Yusuf Yusuf Yusuf Al-Atawey, allegedly abducted on 28 March 2017 from the street in Al-Basarta by police and national security forces;
- (ee) Naem Shalaby Yusuf Mahfouz, allegedly abducted on 28 March 2017 in front of his home of Al-Basarta, Damietta by police and national security forces;
- (ff) Muhammed Kamal Muhammed Mandour, allegedly abducted on 16 March 2017 from his apartment at the Fifth district, Al-Obour city, Cairo, by police and national security forces;
- (gg) Hamdy Ahmed Muhammed Hassan, allegedly arrested on 28 March 2017 from his residence in the Faisal District of Giza Governorate by members of the police and national security forces;

(hh) Ahmed Abdul Moneim Mohamed Abdul Ghani Zahran, allegedly arrested on 16 March 2017 at his workplace at the Adamayar Advertising Center, fifth settlement of Nasr city, by members of the police and national security forces;

(ii) Mohamed Abdel Maksoud Mohamed El Khayat, allegedly abducted on 9 April 2017 from his apartment in Lasipher Desouk Center, Kafr el Sheikh Governorate by police and national security forces;

(jj) Ammar Yasser Mostafa Ahmed Helal, allegedly abducted on 8 April 2017 from his apartment in Hamza bin Abdel Motteleb Street, Hanouvil 20 Aldaraysa, Alexandria, by police and national security forces;

(kk) Ahmad Lotfi Ahmad Zaghlool, allegedly abducted on 4 April 2017 from the street in New Damietta by police officers belonging to the Homeland Security Department;

(ll) Refa'at Refa'at Muhammad Abu Ghazala, allegedly abducted on 4 April 2017 from the train on his way to Bani Sweif by police officers;

(mm) Moaaz Bellah Khaled Fayyad Mohamed, allegedly abducted on 7 April 2017 from his residence in Safur village, Markaz Dairab Negm, province of Sharqia, by police officers from Sharqia, national security officers and soldiers;

(nn) Saad Saad Ali Abdallah Khaled, allegedly abducted 24 April 2017 from his apartment in New Damietta, Damietta Governorate, by national security and police forces;

(oo) Alaa Ahmed Abd-Alkhaleq Said Ahmed Zazoa, allegedly abducted on 20 April 2017, from Al-Maadi, Nile Cornice, by police officers and national security forces;

(pp) Ahmed Abd-Allatif Ahmed Ali Ali, allegedly arrested 26 April 2017 at Borg Al-Arab airport in Alexandria by Airport security and National Security Forces in plainclothes.

(qq) Belal Atef Khalid Azzayyat, allegedly abducted on 16 April 2017, from a relative's house in Damietta by police and national security forces

(rr) Hassan Hassan Khalid Azzayyat and Muhammad Hammad Abdul-Ghani Saleem, allegedly abducted together on 4 April 2017 in a flat of Cairo, by special forces of the police;

## Annex II

### Standard procedure cases

#### Democratic People's Republic of Korea

1. The Working Group transmitted 23 cases to the Government, concerning:
  - (a) Baek Beom-gi, allegedly abducted from his house in Seoul on 18 September 1950, by the head of the Mincheong Committee and an agent from the Department of Internal Affairs.
  - (b) Kim Gyeong-hee, allegedly abducted from his house in Seoul on 28 July 1950, by the head of the Mincheong Committee, and an agent from the Department of internal Affairs.
  - (c) Kim Jae-bong, allegedly kidnapped on 20 August 1950 by North Korean soldiers.
  - (d) Kim Jeong-Dae, allegedly taken from his house in August 1950, by soldiers of the North Korean People's Army.
  - (e) Kim Ju-hyeon, allegedly arrested from his house in Ganghwa-gun on 17 September 1950, by soldiers of the North Korean People's Army.
  - (f) Kim Ki-Jeong, allegedly abducted from his home in Seoul in September 1950, by officers from the Internal Bureau.
  - (g) Kim Myeong-hyeok, allegedly abducted by members of the North Korean People's Army in mid-August 1950.
  - (h) Kim Yu-Yon, allegedly arrested from his home on 23 August 1950, by agents from the political Security Bureau.
  - (i) Kim Wu-jong, allegedly arrested from his workplace on 4 August 1950, by armed North Korean soldiers.
  - (j) Kim Wu-soon, allegedly abducted on 3 September 1950 by agents of the Security Bureau.
  - (k) Kwon Tae-sul, allegedly arrested on 8 August 1950, by an agent from the political Security Bureau and an armed soldier.
  - (l) Lee Jae-Gwan, allegedly arrested at his workplace in July 1950, by an officer of the Department of Internal Affairs.
  - (m) Lee Bong-woo, allegedly abducted on 21 August 1950, by members of the Political Bureau.
  - (n) Lee Chae-deok, allegedly detained in July 1950 by five men from the North Korean Army.
  - (o) Lee Gil-yong, allegedly abducted on 17 July 1950, by agents of the North Korean Political Security Bureau.
  - (p) Oh Heon-sik, allegedly abducted from his home on 1 August 1950, by two agents presumably from the Political Security Department or the Department of Internal Affairs.
  - (q) Seo Byeong-ho, allegedly abducted on 14 July 1950, by policemen from the North Korean regime.
  - (r) Yun Tae Kyong, allegedly abducted on 1 September 1950, by two persons believed to have links with the North Korean regime.

(s) Kim Kun II, a Japanese national allegedly arrested from his home in October 1982, by agents of the National Security Agency.

(t) Hye Kyung allegedly arrested in early October 1997, by agents of the National Security Agency.

(u) Kim Jang Ho allegedly arrested from his home in July 1996, by the Hoiryung City Security Agency.

(v) Lee Ho Rim, allegedly arrested from his home in July or August 1980, by agents from the National Security Agency.

(w) Young Nam Park, allegedly arrested in August 2002, by agents of the National Security Agency.

2. In accordance with the methods of work of the Working Group, the Government of the Republic of Korea received a copy of the files of the cases involving nationals of the Republic of Korea.

## Egypt

3. The Working Group transmitted 19 cases to the Government, concerning:

(a) Yehia Mansour Ahmed EL Sharkawy, allegedly arrested on 9 July 2016 when he was travelling from Cairo to Aswan, by police officers;

(b) Fakhr El Din Youssef Zaki Abou El Azm, allegedly abducted on 9 June 2016 outside the hospital of 6th October university, by police officers;

(c) Ahmed Ramadan Abdel Salem El Ansary, allegedly abducted on 1 of July 2016 from his house in 15 Awlad el Sagheir street, Imbabah, Giza, by national security investigation forces;

(d) Mohamed Mostafa Mohamed Mohamed, allegedly arrested on 29 July 2016 from his apartment in a student residence in Al Zaria, El Hamra, by police forces in civilian clothes;

(e) Taher Ahmed Gamal El Dein Mohamed, allegedly abducted on 21 September 2016 in an ambush in Cairo, by police officers;

(f) Haitham Fathey Ahmed Al Shandeney, allegedly abducted on 9 September 2016 from his workplace in Nacr city, by police officers;

(g) Shahat Abu Al Hassan Hagag Mahmud, allegedly arrested on 31 August 2016, in the street next to his house in Al Siel Aswan, by police officers;

(h) Wasel Omar Mohamed Mohamed Wasel, allegedly abducted on 19 September 2016 from the "Shebin car position", next to the Shebin El Koum level crossing, by police officers;

(i) Mouslim Moaz Mohamed, allegedly arrested on 21 September 2016 at the Cairo international airport by security officers;

(j) Zaky Mohamed Sayed, allegedly arrested on 9 April 2016 from a restaurant in El Arish street, Faical, Giza, during a police raid;

(k) Sohaib Said Khedr Abdual Motagaly, allegedly abducted on 8 October 2016 from Dayrout court, after his trial during which he was sentenced to one-year imprisonment, by police officers;

(l) Reda Fathey AbdualBaky Ebrahim, allegedly arrested on 10 September 2016 at his home in El Karasy tour, El Mustafa, House No. 4, by security forces;

(m) Atieto Ali Saied Atieto, allegedly abducted on 20 September 2016 from a rented chalet floor on Azza Street, El Buseet area, MarsaMatrouh, by police officers;



(n) Atieto Mohamed Amubarek Abu Ahmed, allegedly abducted on 20 September 2016, from a rented chalet floor, on Azza Street, El Buseet area, MarsaMatrouh, by police officers;

(o) Ehab Salah El Din Attito, allegedly arrested on 17 September 2016 at his house in Mattarya, by police officers in plainclothes;

(p) Khedr Walaa Shaban Gomaa Ebrahim, allegedly abducted on 17 August 2016 at the Alexandria Burj Al Arab Airport, by police officers;

(q) Abdalrahman Fathy Abdalrahman Khalifa, allegedly arrested on 1 October 2016 at his student housing in Nasr city's 10th district, Cairo, by police and national security agents;

(r) Raid Mohammed Aouis Murtada, allegedly abducted on 23 September 2016 from his workplace in the "European countryside", on the agricultural road of Cairo, Alexandria, by a police officer in plainclothes;

(s) Ismael Abd-alghany Ismael Heibah, allegedly arrested on 9 September 2016 in the street of his college in Albeheirah, by police officers from Nacer city;

## Morocco

4. The Working Group transmitted 30 cases to the Government, concerning:

(a) Mailid Brahim Ali Salem, allegedly abducted in January 1976 in the outskirts of Smara, by a group of soldiers of the Moroccan Armed Forces;

(b) Salama Ali Abalechcen, allegedly abducted at the beheading of 1976, from the orchard of a person associated with him in Rafrata region, near Goulimin, by members of the armed forces and the Royal Gendarmerie;

(c) Mohamed Ahmed Abdellah Mansour, allegedly abducted one day of January 1976 in the region of Lebtana, near Assa, by members of the Royal Armed Forces, the Royal gendarmerie and paramilitary forces from the Moroccan Ministry of Interior;

(d) Hadia Mohamed Mbarec Zaidan, allegedly abducted in July 1976 from his home at Boulevard Lehbib Uld Ballal, Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(e) Abdati Mohamed Salem Brahim, allegedly abducted on 10 July 1976 in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(f) El Hufed Hamma Embarec, allegedly abducted in July 1976 from his house in the Rbeib village of Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(g) Ali Nayem Fec-cu, allegedly abducted on 10 July 1976 from the outskirts of Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(h) Mohamed El Bu El Bachir, allegedly abducted on 12 November 1975 from the village of Jdairia, by a group of soldiers of the 20th Military Battalion;

(i) Ali Salem Bachri Brahim Alamin, allegedly abducted on 10 July 1976 in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(j) Mohamed Fadel El Bachir Sid Ahmed, allegedly abducted in February 1976 in Oued Saguia, El Hamra, by agents of the Royal Gendarmerie;

(k) Mohamed Fadel Jid Ahlou Sid, allegedly abducted on 25 October 1986 in El Aaiun, by military officers;

(l) Moh-Lahmin Mohamed Fadel Cheij, allegedly abducted in July 1976 from his home in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;

(m) Mohamed Mohamed Mbarek El Almi, allegedly abducted in December 1976 in Rbeib, region of Smara, by individuals in uniforms believed to be members of the Moroccan Armed Forces;

- (n) Mohamed-Saleh Ahmed Didi El Bachir, allegedly abducted in November 1975 in Jdairia, by a group of the 20th Military Battalion of the Royal Armed Forces;
  - (o) Mohamed Salem Salek Belkasem, allegedly abducted in July 1976 from his home in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (p) Mrabih Mohamed Mbarek Sid Ahmed, allegedly abducted in July 1976 from his home in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (q) Bachri Alamin Alamin, allegedly abducted on 10 July 1976 in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (r) Nafii Mailid Ouahman, allegedly abducted in November 1988 in Oued Saguia el Hamra; by Moroccan security officers;
  - (s) Ali Najem Feku, allegedly abducted from his home, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (t) Sid Najem Brahim Ahmed Salem Lemahad, allegedly abducted in 1976 in Tazoua, in the region of Smara, by individuals dressed in uniforms believed to be members of the Royal Armed Forces;
  - (u) Baali Mustapha Mohamed Eschayer, allegedly abducted in July 1976 in Erbeib, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (v) Baba Sidi Omar, allegedly abducted in July 1976 in Oued Saguia, by officers of the Royal Armed Forces;
  - (w) Brahim-Salem Hmedou Hmaida, allegedly abducted in July 1976 in Amgala, by officers of the Royal Armed Forces;
  - (x) El Hufed Hamma Embarec, allegedly abducted in July 1976 from his house in the Rbeib village of Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (y) Salka Bachri Bay, allegedly abducted in 1978 in Marrakech, by individuals in uniforms believed to be Moroccan security officers;
  - (z) Sid Ahmed Babaih, allegedly abducted from his home in Alal Benabdallah street, Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (aa) Sid Ahmed Brahim Ahmed Salem Lemouahab, allegedly abducted in Tazoua, in the region of Smara, by individuals in uniforms believed to be Moroccan security officers;
  - (bb) Yeslem Mohamed Emhaimed, allegedly abducted in July 1976 from his home in Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie;
  - (cc) Haimad Omar Bahia, allegedly abducted in July 1976 in Amgala, by officers of the Royal Armed Forces;
  - (dd) Hamadi Sidia Mohamed, allegedly abducted in July 1976 from his home in the Erbeib village, outskirts of Smara, by two gendarmes of the Royal Gendarmerie.
5. In accordance with the methods of work of the Working Group, the Government of the Spain received a copy of the case files.

## Pakistan

6. The Working Group transmitted 40 cases to the Government, concerning:
- (a) Umer Laal, allegedly arrested from his house on 12 December 2009, by the 55th Field Commander of the Pakistani Rangers.
  - (b) Rasheed Ahmad, allegedly arrested on 28 April 2011 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(c) Shabir Ahmad, allegedly abducted on 3 September 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(d) Hakim Ali Kovi, allegedly arrested on 16 June 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(e) Naveed Akhtar, allegedly arrested on 17 August 2013, by members of security forces.

(f) Tayyab Rizwan, allegedly arrested from his home on 11 April 2011, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(g) Kaleem Ullah, allegedly abducted from the Hayat Medical Complex on 17 June 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(h) Umer Ali, allegedly abducted from the Dera Ismail Khan Multan Road Mara Bazar on 29 November 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(i) Muhammad Madni, allegedly abducted from his home on 29 May 2012, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(j) Rahim Dad Khan, allegedly abducted from his home on 20 April 2010, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(k) Muhammad Zakria, allegedly abducted from his home on 11 March 2015, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(l) Muhammad Waqas Shah, allegedly abducted from his home on 25 February 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(m) Farooq Umer, allegedly abducted from the airport of Islamabad on 9 September 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(n) Hafiz Basheer Ahmad, allegedly abducted from Jamia Masjid Taunsa Sharif on 12 March 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(o) Tariq Saleem, allegedly abducted from his home on 26 March 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(p) Huzaifa, allegedly abducted from Shaw Mansoor Madrisa Awabi on 23 June 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(q) Sajid Javed, allegedly abducted on the way to Lahore from Islamabad on 12 August 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(r) Syer Abdul Salam Zaidi, allegedly abducted from his home on 18 May 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(s) Muhammad Niaz, allegedly abducted from his home on 28 April 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(t) Abdul Ghafar, allegedly abducted from his home on 23 February 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(u) Muhammad Muavia, allegedly abducted from his home on 5 February 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(v) Molana Shalim, allegedly abducted from his home 27 August 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(w) Mr. Adeem Sartaj, allegedly abducted from Karachi on 9 May 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(x) Mr. Farooq Alam Khan, allegedly abducted from the National Police Foundation in Islamabad, on 18 January 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(y) Saad Ullah Jaan, allegedly abducted from Khyber super market on 25 July 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(z) Rooh Allah, allegedly abducted from Nawagai Tehsil & District Bajaur Agency on 28 March 2015, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(aa) Elahi Bux, allegedly abducted from his home on 31 January 2016, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence, the Inter-Services Intelligence or the Central Intelligence Agency.

(bb) Adil Zafar Syed, allegedly arrested from his home on 28 October 2015, by members of the Sindh Police

(cc) Shah Nawaz Khan, allegedly arrested from his home on 15 November 2015, by ranger officials

(dd) Muhammad Naeem, allegedly arrested from his home on 17 November 2015, by ranger officials.

(ee) Mohammad Riyasatullah, allegedly arrested from Nazimabad Flyover Bridge on 18 November 2015, by uniformed ranger officials, together with a person who was later released.

(ff) Tariq Qureshi Muhammad, allegedly arrested on 29 November 2015, at the election office of the Muttahida Quami Movement in the Ramswami Area, by uniformed rangers and officials dressed in civilian clothing.

(gg) Abid Hussain, allegedly abducted on 7 November 2015 by security forces believed to be military forces, near the Kidney Hospital in Muslimabad.

(hh) Mian Ishaq Syed, allegedly abducted from his home on 23 November 2015, by more than a dozen members of the military.

(ii) Kashif Khan, last seen in January 2016 at the Ghalanai Frontier Corps Camp in Mohmand Agency, FATA.

(jj) Rashid Khan, allegedly arrested from his home in the Village of Shamnaal on 18 February 2015, during a search operation conducted by the army.

(kk) Zeeshan Mohammad, allegedly arrested on 3 July 2015, by members of the Inter-Services Intelligence (ISI).

(ll) Mr. Zakirullah, allegedly abducted on 19 September 2016, by uniformed men believed to be from the Pakistani army, near Saddar Road, Peshawar.

(mm) Zabir Khan, allegedly arrested on 29 November 2016, from Sardar Ahmad Jan Colony, Ring Road, Peshawar, by uniformed soldiers from the Pakistan army.

(nn) Mohammed Azeem, allegedly abducted from Turbat international airport on 20 April 2016, by members of the Frontier Corps.

## Sri Lanka

7. The Working Group transmitted 36 cases to the Government, concerning:

(a) Krishnapakalan Nagarasa, allegedly last seen on 18 May 2009, after having surrendered at the Vattuvakkal Sri Lanka Army post.

(b) Nirmala Ansalam Arumainayagam, allegedly arrested in May 2009, by the Navy in the Pesalai sea area.

(c) Mukunthan Thangavelmudali, allegedly last seen on 17 May 2009, after he surrendered to the Sri Lanka Army.

(d) Pavithran Navaratnam, allegedly last seen on 22 May 2009, at the Sri Lanka Army checkpoint at Omanthai, Vavuniya District, Northern Province, Sri Lanka.

(e) Ananda Idamegama, allegedly last seen on 1 December 1989, and believed to be detained by security forces due to his affiliation to Janatha Vimukthi Peramuna (JVP).

(f) Manuel Balasundaram, allegedly abducted on 13 April 2009, by the Sri Lankan Army.

(g) Debsile Premadas, allegedly abducted on 24 April 2009, by the Sri Lankan Army.

(h) Sivaguru Sehar, allegedly abducted on 19 May 2009, by the Sri Lankan Army.

(i) Gnanaseharam Arumugam, allegedly abducted on 20 December 2008, by the Sri Lanka Special Task Force.

(j) Kishorkumar Kugathan, allegedly abducted from his home on 8 September 2006, by unidentified armed persons working on behalf of the Sri Lankan Naval Forces, who took him away in a white van.

(k) Manoharan Selvanayagam, allegedly arrested on 14 May 2009, by Sri Lankan police officers.

(l) Sathanantham Sinnathambi, allegedly detained on 28 November 2007, by paramilitary members of the "Karuna Group".

(m) Subarajitha Sundaralingam, allegedly abducted on 17 May 2009, by soldiers from the Sri Lanka Army.

(n) Kokiladevi Velayutham, allegedly disappeared on 26 March 2009, after she surrendered to the Sri Lankan military at Vaddugagal, Mullaitheivu.

(o) Gowsalya Naganathan, allegedly last seen on 22 May 2010 at the Boosa detention Centre (Block-A).

(p) Rajeswary Nallathambi, allegedly abducted on 11 June 2009, by two members of the Sri Lankan security forces, who took her away in a white van.

(q) Pirakalathan Perinparasa, allegedly abducted on 21 March 2009, by members of the Sri Lankan Special Task Force.

(r) Pradeepa Rasadurai, allegedly last seen on 15 May 2009, in the military controlled area in Vattuvaka.

(s) Iraththanana Rasaiah, allegedly last seen on 22 June 2009, when he was admitted to the Vavuniya General Hospital.

- (t) Iyngaran Selvarasa, allegedly abducted on 3 September 2006, by unidentified armed individuals believed to be from the police or from the army, who took him away in a white van.
- (u) Arulraj Croos Soosaiyappu, allegedly abducted on 9 December 2005, by the Sri Lankan Army.
- (v) Anthony Fernando Thommai Fernando, allegedly abducted on 2 October 2009, by the Sri Lankan Army.
- (w) Saseeharan Kanagan, allegedly abducted on 24 June 2006, by members of the Sri Lankan Army and of the Eelam Peoples' Democratic Party (EPDP) paramilitary group.
- (x) Akaliyan Pathmanathan, allegedly abducted on 16 March 2009, by members of the Sri Lanka Army.
- (y) Rasaranjithan Rajitha, allegedly last seen on 3 June 2009, in the Padaviya Hospital (Trincomalee District, Eastern Province).
- (z) Thivakaran Maheswaran, allegedly arrested on 18 May 2009, after having surrendered to the Sri Lanka Army.
- (aa) Sathiyakala Kathirgamanathan, allegedly abducted on 22 February 2009 by the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), and held after the war at a detention facility run by the Sri Lanka Government in the Vavuniya District.
- (bb) Yogenderan Yoshan, allegedly arrested on 03 May 2009, by the Sri Lanka Civilian Police.
- (cc) Antrainas Logu Arulappu, allegedly abducted on 16 March 1986, by the Sri Lanka Army.
- (dd) Arunan Suntharalingam, allegedly last seen on 18 May 2009, at the Vattuvakal Sri Lanka Army post.
- (ee) Kulendran Murugaiyah, allegedly abducted on 9 September 2006, by members of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), but reportedly then in the custody of the Sri Lankan Army.
- (ff) Juderaj Stanley Mohanraj, allegedly last seen on 18 May 2009 after he surrendered to the Sri Lanka Army.
- (gg) Kugenthiran Balasingham, allegedly last seen on 18 May 2009, after he surrendered to the Sri Lanka Army.
- (hh) Bravo Damiyan Joseph Anthonythasan, allegedly abducted on 8 March 2009 by members of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), and then reportedly abducted by the Sri Lankan Army after the end of the war in May 2009.
- (ii) Kajenthini Subramaniam, allegedly abducted on 27 February 2009, by members of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), and then reportedly abducted by the Sri Lankan Army after the end of the war in May 2009.
- (jj) Nagaratnam Sutharsan Kannan, allegedly last seen 17 May 2009, after he surrendered to the Sri Lanka Army.

## Annex III

### General allegations

#### Kenya

1. The Working Group received information from credible sources alleging obstacles encountered to implement the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Kenya.
2. According to such sources, 24 Kenyan citizens were arrested by Kenyan police officers between 2012 and November 2016 in the Coastal region of Kenya. Since then, their whereabouts remain unknown, which would show a pattern of enforced disappearances in Kenya.
3. The sources reported that available evidence on extrajudicial killings and enforced disappearances on the Kenyan Coast suggests that the vast majority of the alleged perpetrators are officers from counterterrorism or other specialized police units. In particular, the Kenyan Antiterrorism Police Unit (ATPU), a unit that reportedly operates outside regular police command hierarchies, is allegedly involved.
4. It was reported that these enforced disappearances of alleged terror suspects are targeting in particular Muslims and vulnerable groups within Kenyan society. In other cases, Kenyan authorities were reportedly failing to provide families with a reason for the arrest or the criminal charges.
5. According to the sources, several weeks before disappearing on 26 June 2012, four out of the 24 disappeared individuals had told persons associated with them that the ATPU was threatening them.
6. When relatives reported their disappearance to the Likoni Ferry Police Post officers did not respond and appeared unconcerned, even though the men were abducted nearby. A duty officer at Likoni Ferry Police Post advised the relatives to look for their bodies in the mortuary, as police had reportedly shot them.
7. The sources also reported that the bodies of the four individuals were never found. On 30 June 2012, persons associated with the disappeared individuals gave statements at the Nyali police station, near Kisauni, Mombasa, where the four had been staying but the police did not respond.
8. During court proceedings in the Machakos bus station bombing case, the sources reported that the prosecutor indicated that two of those individuals had fled Kenya to avoid prosecution and that the authorities had not pursued any further investigations.
9. The sources further observed that these enforced disappearances contribute to a climate of state- sanctioned violence and impunity, merely adding to national insecurity, as well as create a climate of fear, notably for young Muslim men.
10. According to the sources, the excessive use of force, killings and enforced disappearances constitute unlawful acts by state law enforcement officials that remain uninvestigated and unpunished so far by the state.

#### Mexico

##### General allegation sent on 10 April 2017

11. The Working Group received information from credible sources alleging obstacles encountered to implement the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Mexico.

12. De acuerdo con las fuentes, en el derecho mexicano existen diferentes vías y mecanismos a nivel estatal y federal para obtener la asistencia o la reparación del daño cuando ocurre una violación de los derechos humanos. Estas vías y mecanismos aplicarían tanto en casos de desaparición forzada, como en casos de desaparición cometidas a manos de particulares. Si la violación se considera un delito, la vía penal tiene como uno de sus fines la reparación del daño; si se acredita en el marco de una investigación sobre una violación de los derechos humanos, las recomendaciones emitidas por la Comisión Nacional de Derechos Humanos e instituciones similares de cada Estado, tienen facultades para determinar o solicitar a las autoridades tanto medidas de asistencia como recomendar medidas de reparación. AExiste también el sistema de víctimas creado a partir de la Ley General de Víctimas (LGV) y de las correspondientes Leyes de Víctimas a nivel estatal, donde se establecen medidas de asistencia, atención, apoyo y reparación integral. Finalmente, se encuentran las vías jurisdiccionales como el recurso de amparo y la Ley Federal de Responsabilidad patrimonial del Estado, cuyos efectos para reparar a las víctimas de desaparición son limitados.

13. De acuerdo con las fuentes, y con base en su experiencia directa, a pesar de la existencia de estos mecanismos no se ha documentado un solo caso en el que las víctimas hayan recibido medidas de reparación integral. Las fuentes reportan, específicamente, las siguientes deficiencias:

14. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH)

15. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) está facultada para dictar medidas de reparación del daño en sus recomendaciones. Sin embargo, la legislación aplicable no establece procedimientos claros y definidos que deben seguir las autoridades responsables para cumplir con la recomendación, y en específico, las vías que deben agotar las víctimas para obtener la reparación integral del daño. Asimismo, la Ley de la CNDH no establece los estándares mínimos que debe seguir esta institución al momento de ordenar la reparación a favor de las víctimas de graves violaciones de los derechos humanos.

16. Más allá de los vacíos legales en materia de asistencia y reparación del daño para la CNDH y las comisiones estatales, lo que perciben las fuentes es una falta de voluntad para tratar de aplicar estándares internacionales y lo establecido en la Ley General de Víctimas. El hecho de que la CNDH no quiera incorporar en sus investigaciones y recomendaciones medidas de asistencia, atención, apoyo y reparación integral para las víctimas y que, en los reducidos casos en los que se hace, no las determine necesariamente tras consensuarlas con las víctimas, reflejaría una ausencia de voluntad política. Preocupa a las fuentes, que siendo la institución que debería ser el referente en esta materia, su labor haya sido muy limitada.

17. Preocupa también el papel que el Poder Judicial ha tomado frente las solicitudes de amparo presentadas por algunas víctimas. El carácter no vinculante de las recomendaciones de la CNDH permite que el cumplimiento de las mismas por parte la autoridad responsable, también en lo que concierne a las medidas de reparación, no esté sometido a control constitucional.

18. La responsabilidad patrimonial del Estado como vía para obtener indemnización para víctimas de desaparición

19. La Ley Federal de Responsabilidad Patrimonial del Estado (LFRPE) reconoce el derecho de las víctimas a la indemnización por los daños sufridos a causa de la actividad irregular del Estado. La víctima debe acudir ante tribunales administrativos, probar el daño sufrido, la existencia de la actuación irregular por parte de agentes estatales y la existencia de un nexo de causalidad entre ambos. De acuerdo con la LFRPE, cualquier ente público federal del Poder Judicial, Legislativo y Ejecutivo, con excepción de la CNDH, está sometido a responsabilidad patrimonial del Estado. Por esta vía son reclamables las indemnizaciones ordenadas en los fallos de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, y las recomendaciones de la CNDH y de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos.

20. Cabe señalar que, en casos de desaparición forzada de personas, la responsabilidad patrimonial del Estado se limita a la indemnización a favor de la víctima por la participación de agentes estatales en la desaparición del familiar, dejando a un lado el resto



de medidas que componen la reparación integral a la víctima, tales como restitución, rehabilitación, satisfacción y garantías de no repetición. En la práctica, las víctimas de graves violaciones de los derechos humanos no recurren de manera usual a esta vía, sobre todo porque requiere asistencia legal, y esto conllevaría gastos que muchas víctimas no pueden asumir. Asimismo, para los familiares de personas desaparecidas la indemnización económica por sí sola no puede considerarse una medida de reparación adecuada y suficiente.

21. El juicio de amparo como vía para obtener reparación para víctimas de desaparición

22. El juicio de amparo permite el control constitucional de los actos u omisiones de autoridades judiciales y no judiciales. De acuerdo con la Ley de Amparo los efectos del amparo son únicamente de carácter restitutivo, cuando esto resulte factible.

23. Los alcances de los efectos contemplados en la Ley de Amparo han sido sometidos a interpretación de la SCJN. Inicialmente, la SCJN reconoció que el juicio de amparo permitía otro tipo de medidas de reparación además de las de restitución, como por ejemplo en el amparo en revisión 554/2013, en el que la SCJN reconoció irregularidades y encubrimiento por parte de las autoridades ministeriales en un caso de feminicidio. Sin embargo, en el amparo en revisión 207/2016 la SCJN determinó que el juicio de amparo sólo permitía como medida de reparación la restitución y no otro tipo de medidas, como las garantías de no repetición con efectos estructurales, ni medidas de satisfacción, como una disculpa pública, ni el pago de indemnizaciones. Por lo tanto, la SCJN despojó al juicio de amparo de la capacidad reparadora. Este último criterio ha sido sustentado en varios precedentes, que aunque no son jurisprudencia, muestran el ánimo unánime de los ministros y las ministras de la SCJN. De acuerdo con las fuentes, la actual línea de interpretación escogida por la SCJN no es conforme a los criterios del derecho internacional de los derechos humanos y, de todas maneras, desalienta a las víctimas de desaparición a que utilicen el recurso de amparo, porque saben de antemano que no se les otorgaría una reparación integral por el daño sufrido.

24. En casos de desaparición, las fuentes han encontrado que la vía del amparo no ha sido útil para lograr la reparación ni para lograr frenar las violaciones. El juicio de amparo no está diseñado normativamente para ser un verdadero juicio de derechos humanos, por lo cual se limita su alcance como garantía constitucional. Esta situación se torna aún más crítica con la interpretación de la SCJN en el sentido de afirmar que el juicio de amparo no tiene el alcance para lograr la reparación integral para las víctimas, sino solamente es capaz de ordenar medidas netamente restitutivas cuando el caso lo permita.

25. La Ley General de Víctimas y la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas

26. La Ley General de Víctimas (2013) constituye el marco jurídico principal para atención a víctimas de graves violaciones de los derechos humanos, incluso de desaparición forzada, y sus familiares. La LGV obliga a toda autoridad, en el marco de sus competencias, a proporcionar medidas de asistencia social y de reparación.

27. Si bien la Ley General de Víctimas consagra una definición amplia de la noción de víctima, su interpretación y sus normas, así como los métodos de trabajo y directrices adoptadas por el mecanismo encargado de garantizar su aplicación (la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas — CEAV), son mucho más restrictivos y, en la práctica, conducen a la exclusión de varias personas de los derechos consagrados en la ley. Se informa que la labor de la CEAV también se ha visto paralizada por retrasos en la financiación, en la adopción de reglamentos internos, y en el nombramiento (y reelección) de sus comisionados. De acuerdo con las fuentes, los comisionados de la CEAV han interpretado restrictivamente el mandato de la Comisión, lo que ha impedido el registro de muchas víctimas de desaparición, haciéndolas así inelegibles para recibir asistencia monetaria. Por ejemplo, varias víctimas reportan dificultades prácticas para inscribir sus nombres en el Registro Nacional de Víctimas (RENAVI).

28. Se reporta que hasta la fecha, la CEAV no ha cumplido de manera adecuada y eficaz su mandato: en varios casos los funcionarios no han demostrado su disposición o capacidad para atender adecuadamente a las víctimas y sus familias. Se reportan situaciones

frecuentes de re-victimización, incluyendo tratos denigrantes, o la provisión de información inexacta que, en la práctica, ha impedido a las víctimas el goce de sus derechos.

29. Hasta la fecha, las fuentes no tienen conocimiento directo de ningún caso en el que las víctimas obtengan la reparación integral según lo dispuesto en la Ley General de Víctimas. La compensación depende de la existencia de una orden formal emitida por una autoridad judicial o por un mecanismo de derechos humanos. Posteriormente, la víctima debe presentar una nueva solicitud al CEAV para obtener la indemnización. Se trata de un procedimiento excesivamente formal y complicado que impone a las víctimas cargas procesales que a menudo no pueden solventar y que está limitado únicamente a la indemnización. No hay claridad en cuanto al procedimiento a seguir para obtener otras medidas de reparación, tales como rehabilitación, satisfacción y garantías de no repetición.

30. El reconocimiento como víctima y el registro como tal en el RENAVI son condiciones previas indispensables para tener acceso a cualquier medida de asistencia social y reparación. Se han reportado la pérdida de archivos, errores en el llenado de formularios, la imposición de requisitos burocráticos y formales que no están explícitamente establecidos en la legislación aplicable. Cabe destacar que el número exacto de víctimas de desaparición registradas en el Registro Nacional de Víctimas es actualmente desconocido.

31. De acuerdo con las fuentes, las y los familiares de personas desaparecidas que tienen acceso a algún tipo de asistencia social, lo han logrado con base en su propia iniciativa y perseverancia, ya que el marco jurídico e institucional vigente es complicado y difícil de navegar. Por ejemplo, si con gran sacrificio los familiares adelantan los gastos de algún tipo de apoyo (por ejemplo gastos médicos o gastos de transporte y entierro) y luego solicitan el reembolso al que tienen derecho de conformidad con la LGV, comúnmente se les mantiene esperando durante meses, o se les niega la cobertura de estos gastos.

32. En su informe de seguimiento a las recomendaciones hechas por el Grupo de Trabajo tras su visita a México en marzo de 2011 (A/HRC/30/38/Add.4), el Grupo de Trabajo expresó su satisfacción por la emisión de la Ley General de Víctimas. Sin embargo, lamentó que no se haya brindado una sola reparación a víctimas del delito de desaparición forzada por parte de la CEAV. El Grupo de Trabajo también expresó su preocupación por el escaso número de víctimas de desaparición forzada que se albergan en el RENAVI. Por lo anterior, el Grupo de Trabajo instó al Estado a que tome medidas efectivas con el objetivo de que todas las víctimas de desaparición forzada tengan igual derecho a la reparación y que los familiares y a las asociaciones de familiares reciban el respaldo necesario para el desempeño de sus tareas.

33. Vinculado también a la provisión de asistencia social y reparaciones a las víctimas, se encuentra el tema de la declaración de ausencia por desaparición forzada. A nivel federal, la legislación vigente no contiene esta figura, que pudiera regular la situación legal de las personas desaparecidas con respecto a cuestiones financieras, derecho familiar o derechos de propiedad. En unos cuantos Estados existe legislación al respecto, sin embargo, los procedimientos para obtener tales certificados suelen ser largos y excesivamente complicados, y los funcionarios públicos aún no están familiarizados con ellos.

34. Finalmente, las fuentes informan que todos los obstáculos anteriormente descritos se presentan también para familiares de personas migrantes desaparecidas en México, sobre todo en el caso de que residan en otros países. Sin embargo, la condición de especial vulnerabilidad que caracteriza esta población, hace que tengan que enfrentarse a obstáculos y dificultades prácticas adicionales. Las y los familiares de personas migrantes desaparecidas enfrentan obstáculos para acceder a medidas de asistencia social adecuadas y que tomen debidamente en cuenta las peculiaridades de la situación de las personas migrantes, particularmente por parte de la CEAV.

35. Cabe destacar que todo lo que se relata en esta alegación general concierne tanto a víctimas de desaparición forzada como a víctimas de desaparición perpetrada por particulares. Sin embargo, en México se presentan una serie de circunstancias que no permiten descartar la participación de agentes estatales o la existencia de formas de apoyo, tolerancia o aquiescencia por parte del Estado en las desapariciones cometidas por particulares. Al no cumplir el Estado con su obligación positiva de prevenir e investigar de

manera eficaz los casos, no es posible determinar con certeza la participación — directa o indirecta — de agentes del Estado en la conducta delictiva. Sin embargo, existe un contexto en el que se han identificado patrones criminales que señalan a funcionarios involucrados con el crimen organizado. Las fuentes sostienen que, el fracaso sistemático de México para investigar las desapariciones cometidas por algunos grupos criminales, crean un clima de impunidad que equivale a la tolerancia de dichos crímenes, lo que sería suficiente para que dichas desapariciones sean considerados como desapariciones forzadas.

36. En este sentido, en el citado informe de seguimiento de su visita a México (A/HRC/30/38/Add.4), el Grupo de Trabajo se refirió a la impunidad generalizada como un patrón crónico que favorece la perpetración de las desapariciones forzadas, y llamó al Estado a que se adopten medidas efectivas de prevención y combate a la impunidad.

#### **General allegation sent on 9 June 2017**

37. De acuerdo con información recibida, de enero de 2007 a septiembre de 2016, los órganos de justicia de los estados de la Federación informaron a la Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH) haber localizado 855 fosas clandestinas, de las que se exhumaron 1548 cadáveres, habiéndose identificado a 796 de ellos. En paralelo, cuatro estados, Coahuila, Colima, Nuevo León y Veracruz informaron haber exhumado un total de 35958 restos óseos y/o humanos. Esta información, colectada por la CNDH en su informe sobre Desaparición de personas y fosas clandestinas en México, no incluye fosas halladas en 14 de los estados que, o bien señalaron no contar con ningún antecedente que aportar o que omitieron directamente el pedido de colaboración realizado.

38. Por otra parte, en el mismo informe se señala que un relevamiento hemerográfico correspondiente al mismo período dio como resultado la existencia de 1143 fosas clandestinas y la exhumación de 3230 cadáveres y/o restos humanos, es decir que amplía la cantidad de fosas informadas oficialmente.

39. Si bien el hallazgo de fosas clandestinas tiene la potencialidad de abrir un camino hacia el hallazgo de los restos de miles de personas desaparecidas en el territorio de México y por lo tanto de brindar un alivio a los familiares que los buscan de manera desesperada desde que fueron privados de su libertad, el mismo informe destaca que estos hallazgos se dan en un contexto de deficiencias estructurales en las instituciones y mecanismos del estado que podrían coadyuvar a la identificación.

40. En este sentido, la CNDH relevó una muestra de 100 investigaciones ministeriales relacionadas con la desaparición de personas entre 2009 y 2015, de la que concluye que las pesquisas se llevan adelante con una “preocupante falta de exhaustividad en la investigación de los hechos y en la búsqueda y localización de las víctimas por el Ministerio Público”, y que se detectaron irregularidades en las investigaciones al no realizarse indagatorias prontas, exhaustivas e imparciales.

41. De acuerdo a este mismo informe, se destaca la carencia de registros integrales y centralizados para poder medir la magnitud del problema, ya que de las cifras oficiales colectadas por el Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas, no se podría determinar aun con certeza cuántos casos serían propiamente desapariciones forzadas imputables a autoridades estatales que hubieren obrado de manera directa o mediante apoyo o aquiescencia, cuáles serían responsabilidad de particulares, de la delincuencia organizada o de otras causas.

42. Adicionalmente, la información recibida destaca también la carencia de una base de datos genéticos única, que podría permitir eventualmente la identificación de muchos de los restos hallados en las fosas clandestinas y que aún no han sido identificados.

43. Siempre según la fuente, a este contexto se sumaría la falta de profesionalización de los servidores públicos encargados de procesar y reportar la información, así como de aquellos encargados de investigar los casos y realizar las tareas de búsqueda, tanto a nivel local como federal.

44. En su informe de seguimiento de su visita a México (A/HRC/30/38/Add.4), el Grupo de Trabajo destacó que “en la mayor parte del territorio las medidas implementadas son notoriamente insuficientes particularmente para la búsqueda y localización de personas

cuyo paradero se desconoce a consecuencia de la comisión de un delito, incluyendo el de desaparición forzada”, e instó al estado para que el Sistema Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas cumpla con los parámetros de sus recomendaciones, así como lo observado por otros organismos internacionales (par. 21). Asimismo, lamentó en esa misma oportunidad que no se hayan seguido sus recomendaciones en materia de investigaciones forenses. (par. 24.)

45. El Grupo de Trabajo ha tomado nota de distintas políticas llevadas adelante por el Estado en relación con la búsqueda de las personas desaparecidas. En este sentido, se pueden mencionar el acuerdo para avanzar en un Registro Nacional de Fosas Clandestinas, la aprobación del “Protocolo homologado para la búsqueda de personas desaparecidas y la investigación del delito de desaparición forzada de personas”, el proceso para la implementación de la Base de Datos AM/PM y la creación de la Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas.

46. Sin perjuicio de ello, de acuerdo a la fuente, se trata de medidas que no han modificado aun en la práctica la situación descripta.

47. Por otro lado, el Grupo de Trabajo ha tomado nota con satisfacción de la aprobación por el Senado del proyecto de Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición Cometida por Particulares y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, que pretende sentar las bases normativas, entre otras cosas, para la búsqueda de las personas desaparecidas. Ello sin perjuicio de que ha relevado una serie de críticas de distintas fuentes fiables, en particular en lo que hace al Sistema Nacional de Búsqueda.

## Myanmar

48. The Working Group received information from credible sources concerning reported obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Myanmar.

49. The sources report that hundreds of Rohingya have been detained as part of security operations in northern Rakhine State, Myanmar, and that some of them are considered victims of enforced disappearances.

50. According to sources, a Rohingya militant group attacked border police outposts on 9 October 2016 in northern Rakhine State, and nine border police officers were reportedly killed during the attacks. The sources argue that Myanmar security forces responded by launching a major security operation, conducting “clearance operations” and sealing the area, effectively barring humanitarian organizations, media and independent human rights monitors from entering. The sources report that a wide range of human rights violations were committed during the operations by the security forces against the Rohingya including enforced disappearances. They argue that these violations appear to be part of a widespread and systematic attack against the Rohingya population which may amount to crimes against humanity.

51. According to the sources, 485 people had been arrested in January only, and, on 19 February, 585 people had been reportedly arrested, among whom 39 are “facing trial for killing people, destroying public property and communicating with illegal organizations” while the others remain under investigation. The sources allege that most of those arrested during the operations are held at the Buthidaung prison in Rakhine State, and that an unknown number among them have not been in communication with their families since being arrested. The sources point out that the OHCHR report issued on 3 February also raises concerns about enforced disappearances noting that out of the 205 people interviewed, 45% reported to have a family member missing after they were taken away by Myanmar security forces.

52. The sources mention that the security forces arrested, as part of the operation, village leaders, business owners, religious leaders, Arabic teachers as well as ordinary villagers, and that there are thirteen arrested children including some as young as 10 years old. The testimonies collected by the sources demonstrate that there are people who failed to return home after being summoned to security force headquarters, and that some

relatives do not know where their loved ones are being detained, what they have been charged with, or whether they have access to a lawyer.

53. The sources also report that those who speak out about the violations in Rakhine State also risk arbitrary arrest and other reprisals. According to sources, the authorities have intimidated and threatened villagers who have tried to speak out about the situation, and some individuals have fled to Bangladesh after recounting security force abuse to media and others. In Bangladesh, refugees and asylum-seekers also face the threat of arrest and deportation, and disclosure of their identity and the identities of their loved ones can still place them at risk. The sources request immediately disclose the fate and whereabouts of all individuals detained during the security operations in northern Rakhine State and ensure that they are treated humanely, allowed prompt and regular access to their families, lawyers of their own choosing and adequate medical care.

---